

La complexité du processus de décision américain, l'importance des intérêts que nous avons en jeu, et notre manque de présence en général aux États-Unis, expliquent en grande partie pourquoi le gouvernement précédent a décidé qu'il était nécessaire de retenir les services de consultants américains. Ces services n'ont pas pour but de faire double emploi avec les activités de notre ambassade ou de nos consulats, mais plutôt de compléter ou de renforcer les efforts de nos propres représentants officiels, ou encore d'exécuter certaines tâches qui dépassent leurs capacités.

Le gouvernement n'a pas pour politique d'engager des consultants - ou, si vous préférez, des groupes de pression - américains pour faire auprès du Congrès ou de l'Administration des démarches au nom du Canada. Au contraire, il estime que celles-ci sont plus appropriées et plus efficaces lorsqu'elles sont effectuées par l'ambassade ou d'autres représentants du gouvernement - que ce soit des représentants officiels ou, dans nombre de cas, des membres du Parlement. L'accès aux responsables américains n'a jamais été un problème pour le Canada.

Le rôle de ces consultants consiste principalement à fournir une analyse des règlements; des renseignements sur la situation nationale et, le cas échéant, sur les positions de groupes d'intérêts particuliers; enfin des conseils sur la façon de faire passer notre message, et sur bien d'autres sujets du même genre.

La majorité des contrats ont été passés avec des cabinets d'avocats à Washington. La ligne de démarcation entre les avocats et les autres types de consultants et groupes de pression est souvent très difficile à distinguer, au point qu'elle s'efface parfois. Les grands cabinets d'avocats de Washington, comme la maison Arnold and Porter, qui représente l'industrie du bois résineux de construction (et qui, en passant, assistait la semaine dernière à Vancouver à la réunion tenue sous ma présidence avec les provinces et l'industrie, pour mettre au point notre stratégie en matière de bois de construction), permettent aussi d'assurer des services de relations publiques à l'industrie et la liaison avec les intérêts américains.

En général, les activités menées par ces firmes pour le compte du Canada ont consisté en:

- 1) La fourniture de conseils permanents sur les questions législatives, juridiques ou de réglementation, ou encore sur l'évolution de la politique dans les domaines présentant un intérêt particulier pour le Canada (par